

# Tito et la Révolution hongroise : autopsie d'une méprise politique

Autor(en): **Maurer, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **43 (1993)**

Heft 1: **Osteuropa = Europe de l'Est**

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-81094>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Tito et la Révolution hongroise: autopsie d'une méprise politique<sup>1</sup>

Pierre Maurer

Il est tout à fait justifié de parler de «méprise politique» pour qualifier l'attitude de Tito dans les événements de 1956. En effet, dans une très brève période, le président yougoslave a commis une impressionnante suite d'erreurs et de faux calculs, montrant une obstination dans l'erreur presque aussi grande que Saddam Hussein dans la récente crise du Golfe.

Comment expliquer cette remarquable suite de méprises et de fautes de jugement?

La réponse à cette question est difficile, d'autant plus si on se rappelle que Tito était un homme politique de premier ordre et un grand connaisseur de l'URSS. Le seul fait qu'il ait été encore en vie prouvait son immense talent politique, lui qui séjourna à Moscou comme agent du Komintern dans les années 30 et qui traversa toutes les purges qui ont décapité le PCY avant d'en prendre la tête.

Sa survie dans la terrible lutte de libération nationale à la tête de partisans dénués de tout, le soutien qu'il sut obtenir de Churchill – qui signifiait la mise à l'écart de Draza Mihailovic –, puis la manière dont il sut prendre le pouvoir au lendemain de la guerre, dénotaient des qualités exceptionnelles.

Le fait qu'il ait réussi à tenir tête à Staline en 1948, dans des conditions dramatiques, et qu'il ait survécu à la crise en maintenant une orientation socialiste à son pays, illustre également la trempe du personnage.

L'imagination et le sens de l'innovation dont il saura faire preuve, dès les années cinquante, dans ce qui a été appelé «la voie yougoslave dans l'édification du socialisme», avec l'aide, à la fois, des Américains et des Soviétiques, parallèlement avec un spectaculaire rapprochement avec le tiers monde<sup>2</sup>, montrent aussi qu'il s'agissait d'un dirigeant habile et d'un négociateur hors pair.

Mais si on considère les qualités politiques exceptionnelles de Tito – qui sont aujourd'hui souvent remises en cause en Yougoslavie –, les erreurs grossières qu'il a commises dans la grave crise que 1956 a constitué pour son pays deviennent encore plus difficiles à expliquer.

Pour tenter néanmoins d'apporter des éléments d'explication, il faut, selon nous, considérer deux choses. D'abord, il faut situer cette crise dans le contexte très particulier des relations soviéto-yougoslaves de l'époque. Tito, après l'humiliation

1 Communication présentée au Colloque «The Place of the 1956 Revolution in the Decline of Soviet Communism», organisé par l'Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, Budapest, 13–16 juin 1991.

2 Voir Pierre Maurer: «Le rôle de la Yougoslavie au sein du Mouvement des Pays non-alignés» Genève, *Itinéraires, Notes et Travaux*, Institut universitaire d'Etudes du Développement, 1986 (préface d'Annie Kriegel).

subie en 1948, entendait, à la faveur des réformes mises en œuvre dès la mort de Staline, obtenir de Moscou une claire reconnaissance de ses mérites et de la justesse de la position yougoslave en 1948. Mais il entendait aussi influencer le cours des choses en encourageant les tendances «réformatrices» qui commençaient à se manifester dans l'ensemble de l'empire soviétique, jusqu'en URSS où il crut trouver un allié dans la personne de Khrouchtchev. Pour des raisons essentiellement internes qui tenaient à la lutte pour le pouvoir qui se livrait au sein de la direction soviétique, Khrouchtchev redoubla de faveurs envers Tito, allant jusqu'à regretter publiquement les erreurs commises par l'URSS envers la Yougoslavie, lors d'un surprenant voyage à Belgrade en juin 1955<sup>3</sup>.

Cette tentative de réconciliation soviéto-yougoslave créa des liens personnels très complexes entre ces deux personnages hors du commun qu'étaient Tito et Khrouchtchev, et l'attitude de Tito dans les événements hongrois ne peut être considérée qu'à la lumière de ces relations très particulières et des enjeux de la déstalinisation en cours dans le bloc.

Il faut, d'autre part, considérer la personnalité déroutante de Tito et partir du constat que le maréchal de la petite Yougoslavie sous-développée était à la fois un personnage littéralement mégalomane, «yougoslavo-centrique», comme je l'ai qualifié ailleurs, et d'autre part, qu'il est demeuré avant tout, malgré ce que l'on a pu dire ou écrire – et ce durant toute sa vie –, un *léniniste*, avec tout ce que cela implique, en particulier de soif du pouvoir et de volonté de s'y maintenir à tout prix.

C'est à partir de ce double éclairage qu'on peut comprendre cette surprenante suite de changements de cap et d'erreurs.

Entrons un peu dans le détail. Rakosi, qui avait joué un rôle de premier plan dans la campagne de diffamation du titisme à partir de 1948 (on se souvient du procès Rajk), était pour Tito l'exemple même de la servilité et de l'ignominie communiste. Pour s'opposer à lui, les dirigeants yougoslaves soutenaient Imre Nagy en qui ils voyaient la seule alternative possible au stalinisme en Hongrie, comme ils soutenaient Gomulka en Pologne. Il est vrai que, même s'il n'y a pratiquement eu aucun échange entre Nagy et les titistes (alors que les rapports entre communistes polonais et yougoslaves avaient été intenses au milieu des années cinquante), on pouvait observer un troublant parallélisme idéologique entre les thèses de Nagy et celles professées à Belgrade, en particulier si l'on considère l'ouvrage posthume de Nagy qui a été traduit en français sous le titre *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*<sup>4</sup>.

Le programme réformateur de Nagy, présenté en juillet 1953, et qui ressemblait en bien des points à celui de Malenkov, alors numéro un du Kremlin, mais qui allait bien plus loin sur des points importants (comme la nécessité de réduire les investissements dans l'industrie lourde ou le soutien accru à l'agriculture), allait dans le sens des vœux de Belgrade.

L'éclipse de Nagy, parallèlement à la chute de Malenkov, provoqua un réel désarroi au sein de la classe dirigeante yougoslave. Il fallut attendre août 1955 pour que Rakosi, qui avait réussi à enterrer le programme de Nagy, consente, face aux pressions intérieures, à celles de Tito et surtout à celles de la nouvelle équipe dirigeante de Moscou emmenée par Khrouchtchev, à faire quelques concessions.

3 Voir Pierre Maurer: *La Réconciliation soviéto-yougoslave: 1954-1958, Illusions et désillusions de Tito*, Fribourg, Delval, 1991.

4 Imre Nagy: *Un Communisme qui n'oublie pas l'homme*, Paris, Plon, 1957.

Il adopta une attitude plus modérée qui permit, notamment, la réhabilitation posthume de Rajk, ce qui avait naturellement une grande valeur symbolique pour les Yougoslaves.

Lorsque Rakosi, sur l'intervention de Moscou, fut démis de ses fonctions et remplacé par Gerö, le 19 juillet 1956, les Yougoslaves critiquèrent ce choix – Tito le dit dans le fameux discours de Pula –, mais acceptèrent, sous la pression des Soviétiques, d'aider Gerö à redorer son blason, en organisant chez eux, juste avant l'insurrection, une visite officielle de la nouvelle équipe stalinienne.

Après la première intervention soviétique, Tito, dépassé par les événements, s'empressa d'oublier Gerö et soutint le gouvernement Kadar-Nagy, persuadé que cette solution permettrait de mettre fin aux désordres. Le 29 octobre, vu la poursuite des troubles, Tito envoya une lettre personnelle aux nouveaux dirigeants hongrois. Dans ce message, il lançait une claire mise en garde, qui annonçait son soutien prochain à l'intervention des chars de Khrouchtchev: «Le sang versé à l'avenir ne peut servir que la réaction et la déformation bureaucratique.»

Comme toutes les autres réactions de Tito dans l'affaire hongroise, celle-ci arrivait trop tard. Manifestement, les Yougoslaves se sont trompés sur toute la ligne en pensant, jusqu'au dernier moment, qu'une issue pacifique pourrait être trouvée à la crise. Et Tito, qui commençait à vouloir jouer ce rôle de médiateur des tensions mondiales et de gardien de la «coexistence pacifique et active» dont il se voulait l'apôtre, pensa sincèrement qu'il pourrait, grâce aux bonnes relations qu'il avait établies avec Khrouchtchev, avoir une influence apaisante dans le conflit. C'est là un indice supplémentaire de sa mégalomanie.

Avec la résurgence de Nagy à la faveur du mouvement révolutionnaire, on pouvait penser que le rêve de Tito se réalisait: le stalinisme était abattu et les conseils ouvriers détenaient le pouvoir, comme la théorie yougoslave de l'auto-gestion le préconisait.

Mais dès que Nagy eût proclamé la neutralité de son pays et son retrait du pacte de Varsovie, le léninisme de Tito reprit le dessus et il devint subitement un partisan inconditionnel et résolu de l'intervention militaire. Veljko Micunovic, dans son ouvrage *Moskovske Godine*, traduit en français sous le titre *Journées de Moscou*, raconte dans le détail comment Khrouchtchev, après avoir «consulté» les «camarades» des pays socialistes, vint à Brioni avec Boulganine pour sonder les Yougoslaves<sup>5</sup>.

Khrouchtchev, dans ses *Souvenirs*, affirme qu'il a été très surpris d'un soutien si clair et si net de Tito pour l'option militaire<sup>6</sup>. C'est un euphémisme, puisque dans la correspondance secrète que j'ai pu consulter aux Archives de la LCY à Belgrade et qui a été échangée entre les comités centraux des deux partis en 1957, dans une phase de détérioration de leurs relations, on trouve une lettre dans laquelle Khrouchtchev rappelle que Tito avait affirmé le 18 novembre 1956:

«Si les régiments soviétiques n'avaient pas été utilisés pour étouffer l'émeute, ce sont les régiments yougoslaves qui seraient entrés en Hongrie dans ce but, parce qu'à cette époque, des régiments yougoslaves avaient été envoyés à la frontière pour effectuer des manœuvres. Et le Secrétaire d'Etat à la Défense Grosnjak a dit la même chose lors d'une réception à l'ambassade soviétique en Yougoslavie le 23 novembre 1956 qui a été offerte en l'honneur de la délégation soviétique.»<sup>7</sup>

5 Veljko Micunovic: *Journées de Moscou, 1956–1958 – Un Ambassadeur de Tito au Kremlin*, Paris, Laffont, 1979.

6 Nikita S. Khrouchtchev: *Souvenirs*, Paris, Laffont, 1971, p. 401.

7 Cité dans l'ouvrage *La Réconciliation soviéto-yougoslave*, p. 160.

Il est difficile d'interpréter ces paroles surprenantes, prononcées par Tito en privé, une semaine après le discours de Pula, sinon en les mettant sur le compte de la panique que les événements hongrois ont produit chez les dirigeants yougoslaves.

Quoi qu'il en soit, le soutien donné par Tito à la solution militaire constitue une décision erronée, d'autant plus que les Soviétiques n'avaient nullement besoin de l'accord des Yougoslaves et probablement ne s'y attendaient-ils même pas: c'était une question *purement politique*. En effet, Tito aurait pu faire l'économie de l'humiliation que cette décision représentait pour son pays, puisqu'elle ne lui a créé que des problèmes à tous égards et qu'en retour, elle ne lui a absolument rien rapporté, comme cela a été illustré de manière dramatique avec l'assassinat de Nagy et de ses amis.

La presse yougoslave, après avoir loué le rôle révolutionnaire des conseils ouvriers, avait commencé dès le 2 novembre à mettre en garde contre les «éléments horthystes».

Et lorsque Kadar eut trahi Nagy, appelé à l'«aide» soviétique et formé son «gouvernement hongrois révolutionnaire, ouvrier et paysan», totalement cautionné par l'occupant, les journaux de Belgrade, qui avaient pourtant produit les meilleurs articles qui aient été écrits dans le feu de l'action sur les événements hongrois, avalèrent cette nouvelle couleuvre en considérant Kadar comme l'homme de la situation.

Tito, une fois de plus, prenait le train en marche, voulant sans doute ne pas perdre toute possibilité d'action en Hongrie, mais surtout ne voulant pas sacrifier tous les efforts qu'il avait entrepris dans son rapprochement avec Khrouchtchev, avec lequel il voulait toujours composer et qu'il entendait même, à terme, influencer.

Il faut noter ici que Tito semble avoir influencé directement le choix des Soviétiques, qui préféraient Münnich à Rakosi. C'est ce qu'explique Micunovic dans son livre, et on en trouve la confirmation dans les Archives de la LCY à Belgrade.

Il est vrai que Tito pouvait éventuellement être rassuré par le premier point du programme du nouveau gouvernement Kadar qui était d'«assurer l'indépendance nationale et le souveraineté du pays» et par le fait qu'une large place était accordée aux réformes et au maintien des conseils ouvriers.

Le 4 novembre, alors que les massacres se poursuivaient à Budapest, les Yougoslaves s'illustraient une nouvelle fois en s'opposant à ce que le Conseil de Sécurité de l'ONU soit saisi de la question hongroise et en s'alignant sur les positions du bloc dans tous les votes qui firent suite à l'intervention soviétique dans les instances internationales.

Pour la première fois de son histoire depuis 1948, la Yougoslavie abandonnait son attitude traditionnelle tendant à condamner systématiquement toutes les interventions étrangères sur le territoire d'un pays souverain, et singulièrement celle d'une superpuissance bafouant l'indépendance d'un petit Etat.

Mais quand Kadar s'est révélé être un stalinien entièrement à la solde de Moscou, ce que le monde entier avait immédiatement entrevu, Tito s'en est distancé, mais pas trop nettement, toujours pour que ses chances de rapprochement avec Moscou, auxquelles il continuait de croire, ne soient pas définitivement compromises.

Il faut toutefois rappeler que si l'intervention soviétique en Hongrie avait reçu l'aval de tous les partis communistes, y compris en Occident, la position des Yougoslaves était finalement plus nuancée. De nombreux réfugiés hongrois furent

accueillis et hébergés sur le territoire yougoslave. D'autre part, Imre Nagy et ses proches collaborateurs trouvèrent protection dans l'ambassade yougoslave de Budapest, ce qui engendra immédiatement des suspicions de «complicité» dans les pays du bloc.

Tito essaya de développer une position «moyenne» dans son célèbre discours de Pula, ce qui provoqua une nouvelle flambée d'insultes des dirigeants est-européens et une nouvelle crise dans les relations soviéto-yougoslaves<sup>8</sup>.

Il se trouvait, il est vrai, face à un dilemme délicat: fallait-il soutenir cette expérience spontanée de socialisme national et démocratique, dont on ne savait trop où elle pourrait conduire, ou se ranger du côté de ceux qui allaient assurer la poursuite de l'«édification du socialisme en Hongrie», c'est-à-dire de Kadar, et accepter les conséquences de ce choix? En appuyant l'intervention, mais en critiquant sévèrement la politique soviétique, il essaya de trouver une voie «moyenne» qui ne satisfaisait personne: ni les pays occidentaux, ni les Soviétiques, ni les cercles intellectuels d'Europe occidentale qui avaient commencé à prendre goût au marxisme original de Tito et à sa manière radicale de dénoncer la perversion du stalinisme, ni surtout les cercles intellectuels est-européens auprès desquels il perdait tout le charisme de porte-parole du «communisme national» qu'il avait pu avoir jusque-là. Il se retrouvait, un peu comme en 1948, politiquement isolé et idéologiquement désarmé.

Avec l'épreuve de 1956, Tito s'est révélé – encore que l'affaire Djilas une année auparavant l'avait déjà montré –, malgré ses discours humanistes et pacifistes, comme un communiste traditionnel, «conservateur» pourrait-on dire, semblable aux autres, soucieux avant tout du maintien de son pouvoir.

On trouve une indication des véritables mobiles des Yougoslaves dans un document intéressant déposé dans les Archives du Foreign Office à Londres, qui rapporte un exposé secret fait par Edvard Kardelj, le numéro deux du régime, le 8 novembre 1956. Selon Kardelj, la Yougoslavie avait de sérieuses raisons de s'inquiéter de ce qui se passait en Hongrie, car l'arrivée au pouvoir d'«éléments horthystes» aurait produit de graves difficultés à la frontière nord du pays. L'irrédentisme de ces forces politiques, expliquait Kardelj, avait déjà provoqué une profonde tension dans cette région du monde durant l'entre-deux-guerres. Les effets s'en feraient à nouveau sentir au sein des minorités hongroises vivant en Yougoslavie, spécialement en Voïvodine. Kardelj rappelait, à l'appui de cette thèse, que la bannière des Horthystes représentait, de manière stylisée, quatre cours d'eau, dont deux – la Save et la Tisza – coulent en Yougoslavie. Et Kardelj ajoutait d'une manière très claire:

«Maintenant, la Yougoslavie est en bons termes avec ses voisins, et ce fait, certainement, contribue à notre consolidation et notre maintien qui dépend sans aucun doute de ceux qui empêchent un retour au pouvoir des éléments qui détruiraient cet accord concernant nos frontières.»

D'autre part, une défaite du socialisme en Hongrie aurait produit, selon Kardelj, un changement dans la balance des forces en Europe qui ne pouvait qu'accroître l'appétit des «puissances impérialistes» et les inciter à tenter des coups similaires dans d'autres pays socialistes, sous-entendu par exemple en Yougoslavie. A terme,

<sup>8</sup> Le discours de Pula est reproduit dans *Questions Actuelles du Socialisme*, n° 39, novembre-décembre 1956.

cela aurait pu produire une nouvelle exacerbation de la guerre froide avec un risque réel de généralisation du conflit est-ouest.

La deuxième leçon que Kardelj tirait de l'affaire hongroise avait trait aux conditions politiques et économiques qui prévalaient dans les démocraties populaires. En utilisant une terminologie qui a de quoi surprendre, il affirma: «On ne peut pas diriger à long terme un pays par des méthodes fascistes»<sup>9</sup>.

Outre les raisons invoquées par Kardelj, il est certain que dans le même temps les Yougoslaves craignaient une remise en question de leur pouvoir non seulement au cas où un régime pro-occidental s'établissait à Budapest, mais aussi au cas où les chars soviétiques poursuivaient leur route à travers les plaines de Voïvodine et du Banat qui n'offrent aucune possibilité de résistance stratégique ou militaire.

Il ne fait pas de doute que Tito a pris cette menace d'une intervention punitive des chars soviétiques jusqu'en Yougoslavie très au sérieux. Et nous ne dirons pas qu'il s'agit là forcément d'une nouvelle erreur de Tito.

En effet, le maréchal yougoslave avait de nombreuses raisons de se méfier de Khrouchtchev, malgré les Déclarations de Belgrade et de Moscou, signées en 1955 et 1956. D'abord, le réformisme de Khrouchtchev semblait encore bien timide, surtout dans les faits, malgré le XX<sup>e</sup> Congrès et l'abolition du Kominform. En particulier, les dirigeants staliniens étaient toujours au pouvoir dans les démocraties populaires. Ensuite la lutte pour le pouvoir au sein de la direction soviétique se poursuivait, et rien ne garantissait que Khrouchtchev pourrait se maintenir à la tête de l'URSS. Enfin, avec le côté imprévisible et manœuvrier de Khrouchtchev, tout semblait possible. L'histoire a d'ailleurs montré que le réformisme de Khrouchtchev était très aléatoire et que son amitié avec Tito n'a été que de très courte durée.

Toutes ces menaces et ces craintes expliquent la politique déroutante et les erreurs de Tito, c'est-à-dire ses revirements successifs et ses concessions exagérées aux Soviétiques. Mais dès que le spectre de l'intervention des chars de l'armée rouge en Yougoslavie eut disparu, Tito prit, comme on l'a vu, une position plus critique face à Moscou.

De manière générale, l'erreur fondamentale de Tito et sans doute de son entourage a été d'avoir conservé une vision marquée par la crise de 1948 et de n'avoir pas perçu correctement l'importance des événements de 1956. Ses schémas d'analyse l'empêchaient de saisir la signification véritable et la profondeur de la rupture intervenue à cette époque dans le mouvement communiste. Si 1948 marque un tournant pour l'histoire du socialisme, c'est surtout vrai pour la Yougoslavie, ce que le «yougoslavo-centrisme» de Tito l'empêchait d'apercevoir. Le traumatisme de 1956 marqua, lui, un tournant bien plus important pour le monde communiste, puisque cette fois, c'était la conception même du mouvement communiste qui était en jeu.

Cette erreur d'appréciation de Tito explique qu'après une brève période de refroidissement à la suite de la crise hongroise, il ait persévéré dans la voie sans issue de son rapprochement avec Moscou.

Pour finir, je rappellerai que Milovan Djilas a montré dans ses *Mémoires* que Tito n'était pas le stratège militaire qu'on a voulu faire de lui et qu'il a, à plusieurs reprises, pris des décisions erronées dans la lutte de libération nationale qui ont

9 Cité dans l'ouvrage *La Réconciliation soviéto-yougoslave*, p. 234.

---

coûté de nombreuses vies humaines aux partisans<sup>10</sup>. Et l'épisode de 1956 montre que Tito s'est aussi largement trompé dans l'appréciation de la situation et dans la gestion de questions politiques d'importance pour son pays. Et ne parlons pas des questions nationales qui déchirent aujourd'hui le pays et que Tito pensait avoir réglées une fois pour toutes.

Mais peut-être que le fait de commettre des erreurs est une des caractéristiques essentielles de la condition humaine, comme le pensait cet auteur aujourd'hui un peu tombé dans l'oubli qu'est Vilfredo Pareto, qui considérait que les hommes sont des êtres essentiellement déraisonnables, mus par des sentiments et des passions, constamment taraudés par les contradictions qui les habitent et déterminés à jamais par leur subjectivité.

En tous les cas, ce qui est certain, c'est que la «science marxiste» n'a pas empêché les hommes de se tromper, bien au contraire.

10 Voir par exemple *Une Guerre dans la Guerre*, Paris, Laffont, 1980.